

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 15 (1870)
Heft: (21): Revue des armes spéciales : supplément mensuel de la Revue Militaire Suisse

Artikel: Sur la capitulation de Metz : rapport au Gouvernement de la défense nationale
Autor: Valcourt, E. de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-332400>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Au contraire, dans le système du chargement par la culasse adopté par l'artillerie prussienne, le projectile, sortant d'une chambre dont le diamètre est légèrement plus large que celui du canon et se forçant hermétiquement dans les rayures que la ductilité de sa chemise de plomb lui permet de remplir exactement, ne saurait allumer au feu de la pièce qu'il laisse derrière lui une fusée qui ne peut être placée ailleurs qu'en tête du projectile sous peine de faire éclater le canon lui-même. Il s'ensuit que l'on est alors obligé d'employer au lieu de fusée un appareil percutant qui est de fabrication délicate, sujet à rater, comme il est arrivé il y a quelques jours, et qui est surtout très difficile à régler. En outre, les projectiles qui éclatent ne le font qu'au point de leur chute et sans pouvoir ricocher, ce qui est un des effets les plus dangereux de l'artillerie. Ajoutons, quoi que l'on en ait dit, que les pièces engagées par les Prussiens dans la bataille du 19 septembre paraissent ne plus produire d'effet utile au-delà de 2,500 mètres ; mais n'oublions pas aussi, pour ne rien cacher, qu'à cette distance leur tir était remarquablement juste, régulier, méthodique, comme il appartient à des troupes bien instruites et bien disciplinées.

Le parti le plus sage serait donc de construire autant de fusils Chassepot, de canons de campagne des calibres de 8 et de 12 que possible, car nos pertes ont été grandes en armes de ce genre. Quant aux pièces de siège ou de rempart, ils sont en abondance, et si l'occasion ne s'est pas encore présentée de les comparer à leurs semblables de l'artillerie prussienne, on est cependant tenté de croire, en voyant ce qu'ils savent faire chaque jour aux batteries de nos remparts, qu'ils n'ont pas à redouter la comparaison. Du reste, l'expérience va sans doute se faire dans très peu de jours, et bien avant que l'ennemi ne nous ait accordé le temps qui serait nécessaire pour construire aucune des pièces que l'on propose.

Ayons donc confiance dans nos armes et dans la valeur de cette jeune armée, dont les merveilleux progrès éclatent à tous les yeux ; ayons surtout en nous-mêmes la confiance que doit nous inspirer tout ce que nous avons déjà su faire depuis que nous sommes soumis à cette cruelle, mais glorieuse épreuve ; avec du calme et de la fermeté, nous devons en sortir à la confusion de nos ennemis. Ils avaient dit que Paris ne tiendrait pas huit jours, et depuis bientôt un mois non-seulement Paris tient encore, mais même il est plus décidé que jamais à se défendre.



SUR LA CAPITULATION DE METZ.

Rapport au Gouvernement de la défense nationale.

Tours, le 28 octobre 1870.

Il résulte des renseignements parvenus au gouvernement que la situation de l'armée du maréchal Bazaine serait malheureusement beaucoup moins satisfaisante que les dernières nouvelles ne nous l'avaient fait espérer. Nous résumons ci-après, dans deux paragraphes, les faits parvenus à notre connaissance ; le premier paragraphe, traitant spécialement de la *question militaire* ; le second, de la *question politique*. Nous nous attacherons, dans chacune de ces divisions, à suivre scrupuleusement l'ordre chronologique le plus exact.

§ 1. *Question militaire.*

Le 10 du mois d'août, le maréchal Lebœuf fut relevé de ses fonctions de major-général de l'armée du Rhin, et le maréchal Bazaine, commandant du 3^e corps d'armée, nommé par décret impérial, en date du même jour (communiqué aux troupes par un ordre général), commandant en chef des 2^e, 3^e, 4^e et 6^e corps de l'armée du Rhin, ainsi que de la garde impériale.

Le dimanche, 14 août, l'armée du Rhin se mit en marche dans la direction de

Verdun, dans le but évident de se frayer un chemin vers Châlons, afin de rejoindre aux abords de cette ville les corps reconstitués de Mac Mahon et de de Failly, ainsi que les divisions du corps Canrobert (6^e) que la rupture partielle des communications par voie ferrée, avaient empêché de rejoindre leur corps.

Le même jour, 14 août, lorsque le quartier impérial était déjà établi à Longeville, et le quartier-général du maréchal Bazaine, déjà transporté à Moulines (2 kilomètres au delà), vers une heure de l'après-midi, une violente canonnade éclata à l'arrière-garde de l'armée française, annonçant que l'ennemi manifestait l'intention d'empêcher notre retraite sur Châlons et Paris. Le 4^e corps, commandé par le général Ladmirault, sut admirablement repousser cette surprise et, entraînant peu à peu l'ennemi sous le feu des forts, lui causa d'énormes pertes. Ce combat, qui fut un des plus francs succès remportés par nos armes, prit le nom de bataille de Borny-May. Le 4^e corps resta maître du champ de bataille, et put dès le lendemain continuer, à la suite du gros de l'armée, sa marche en avant.

La journée du 15 août se passa sans engagement ; le quartier impérial se transporta à Gravelotte, et le quartier-général du maréchal, d'abord destiné à se fixer à Vionville, puis à Rezonville (8 kilom. en arrière) s'arrêta définitivement, par mesure de précaution, au même village de Gravelotte. Nos éclaireurs annonçaient à ce moment-là au général Frossard, campé à la gauche de Rezonville, et au maréchal Canrobert, campé sur la droite, qu'un corps d'armée prussien de 30,000 hommes au moins était stationné aux abords de Mars-la-Tour, 3 kilom. en avant de Vionville.

Telle était la situation militaire au matin du 16 août, lorsque, vers sept heures du matin, la voiture de l'empereur, accompagnée des 1^{er} et 3^e chasseurs d'Afrique, s'éloignait de Gravelotte et prenait, sur la droite, la route de Conflans encore libre, pour se diriger vers le camp de Châlons. La nouvelle de ce départ précipité traversa l'armée comme un éclair et produisit le plus déplorable effet ; chaque officier, presque chaque soldat, s'unit sans doute de cœur avec le maréchal Bazaine, s'écriant dans cette même matinée : « Dieu merci, cet imbécile nous a enfin quittes ! »

Dès l'aube, nos tirailleurs d'avant-poste avaient échangé quelques coups de fusil avec les troupes allemandes. Vers huit heures, tout s'était éteint, et il semblait que nous pourrions continuer encore ce jour-là notre marche en avant, sans rencontrer d'obstacles sérieux. Malheureusement cette quiétude possédait si bien certaines parties de l'armée, le 2^e corps entre autres, que ce dernier trouva moyen de se laisser surprendre, en plein jour, de la plus outrageuse façon. La division Bataille se dispersa vers neuf heures dans le plus terrible désordre, accompagnée de presque tous les cavaliers de la brigade du prince Murat, laissant entre les mains de l'ennemi leurs tentes et la plupart des effets de campement. Ralliés par la division Laveaucoupet (2^e et 3^e corps), les bataillons et escadrons, dont la panique faillit amener une déroute générale, tentèrent vaillamment pendant tout le reste du jour, de réparer l'effet déplorable produit par leur fuite du premier moment.

La bataille devint rapidement générale. Le 6^e corps défendit, perdit, puis reprit le village de Rezonville ; le 3^e corps exécuta sur la droite un mouvement tournant des plus heureux ; enfin, vers cinq heures et demi du soir, la garde impériale, envoyée à la rescousse, permit à l'ensemble de notre armée de coucher dans les bivacs mêmes qu'elle occupait la veille, sans avoir perdu un pouce de terrain, sans en avoir malheureusement gagné non plus.

Le 4^e corps d'armée, retardé dans sa marche par le combat du 14, et dont la mission consistait d'ailleurs à protéger les derrières de l'armée, arriva sur le champ de bataille dans la nuit du 16 au 17. Dès ce moment-là, chacun, généraux, officiers et soldats comptaient sur un nouvel effort, la même nuit, ou tout

au moins dès l'aube du 17 août, convaincu que l'armée prussienne, dont les pertes devaient certainement dépasser les nôtres de moitié, n'offrirait plus une résistance sérieuse. Malheureusement, il paraît établi que le maréchal Bazaine, ayant laissé les routes entre Metz et son armée encombrées par des chariots de toute nature, militaires et autres, se trouvait dans l'impossibilité de faire arriver dans la nuit les parcs de réserve d'artillerie, non plus que les caissons de munitions d'infanterie; dans deux corps sur quatre, les hommes étaient réduits à 10 ou 20 cartouches par homme, au lieu de 90 à 100.

Dans ces circonstances, on comprend que le maréchal envoya vers deux heures du matin, du 17 août, l'ordre formel de se replier en colonnes serrées sur Metz et de transporter le grand quartier-général à Plappeville, petit village situé au pied du fort des Carrières, sur le versant qui descend vers Metz. Cet ordre fut exécuté avec précision; on abandonna même de nombreux blessés, afin d'exécuter plus rapidement ce mouvement de retraite, auquel le maréchal semblait attacher le salut de l'armée entière.

Néanmoins, ce mouvement ne fut point achevé en temps utile, et le 18 août, nos troupes, non encore ravitaillées de munitions, et à peine pourvues de vivres, eurent à soutenir une bataille de 16 heures, la bataille de Saint-Privat. Cette affaire, que les Prussiens peuvent compter assez justement comme une victoire, en ce sens que notre mouvement de retraite vers le camp retranché de Metz ne s'en exécuta que plus rapidement, ne prit heureusement pas le caractère d'une déroute.

L'arrivée de l'artillerie de la garde vers six heures et demie du soir empêcha le 6^e corps, très démoralisé par une attente de 4 heures sous le feu de l'ennemi, sans projectiles pour riposter, empêcha, disons-nous, ce corps de s'enfuir à la débandade. La retraite s'effectua dans un ordre excellent. Des rapports officiels prussiens constatent que, bien que le chiffre des troupes allemandes excédât 250,000 hommes, et qu'elles fussent admirablement alimentées de munitions, les pertes éprouvées par l'armée alliée furent au moins doubles de celles subies par les corps de Bazaine.

A partir du 18 août jusqu'au 31 août, aucun engagement sérieux n'eut lieu entre les troupes françaises et les régiments prussiens; à peine si les avant-postes et les forts de Metz envoyèrent quelques projectiles à l'ennemi. Le 26 août seulement, il sembla qu'un effort allait être tenté pour libérer l'armée du Rhin. Les quatre corps de la garde se transportèrent sur la rive gauche de la Moselle, en avant du fort Saint-Julien, mais le déplorable effet du temps, et l'état affreux des routes empêcha ce mouvement de se prononcer d'une façon décisive; chacun rentra le même soir dans ses campements respectifs.

Le 31, dès trois heures du matin, le passage de la Moselle s'effectua de nouveau, et, vers midi, un assez fort engagement eut lieu entre les troupes du 6^e corps et les soldats prussiens. Le village de Vany fut enlevé à la baïonnette, et le 6^e corps se dirigea sur Charly et Matroy enfin d'occuper l'emplacement dès longtemps connu de nous, où s'était installé un vaste camp prussien. Le 4^e corps, placé au centre, en face du fort Saint-Julien, appuya vigoureusement ce mouvement, occupa le village de Villars-l'Orne et se dirigea par la grande route sur Sainte-Barbe, point fortifié par les Allemands et que le 3^e corps devait attaquer par la droite. Le 2^e corps restait en position en face de la porte des Allemands afin de parer au péril qui pouvait résulter à tout instant d'un mouvement tournant opéré par les troupes prussiennes. Le 3^e corps que le maréchal Lebœuf commandait depuis le 14 août, jour où le brave général Decaen avait reçu la blessure dont il est mort, enleva d'une manière splendide les bourgs de Noisseville et de Servigny, que les Prussiens avaient pourvus de tranchées et de redoutes en terre.

Un élan superbe animait toutes nos troupes et, vers huit heures, lorsque la nuit éteignit les feux, les lignes françaises avaient avancé énormément et, sauf sur la gauche où le maréchal Canrobert et le 6^e corps n'étaient pas parvenus à couper les communications prussiennes avec la rive droite de la Moselle, tout semblait marcher de la meilleure façon possible. Les Prussiens ont avoué depuis, dans leurs rapports officiels, qu'une marche de nuit aurait certainement permis aux Français de franchir la ligne de circonvallation et d'aller donner la main, dès le lendemain soir, aux avant-postes de l'armée de Sedan.

Pour le malheur de la France, Bazaine ordonna repos pendant cette nuit du 31 au 1^{er}, et alla coucher lui-même, avec tout son état-major, au village de Saint-Julien, sans prendre de suffisantes précautions pour conserver pendant les heures suivantes ses rapides conquêtes de la journée. A une heure du matin, les Prussiens attaquaient nos avant-postes, peu vigilants, et regagnaient en trois heures tout le terrain perdu ; Servigny et Noisseville retombaient en leur possession, et ils plaçaient en avant des bois de Charly deux batteries, qui réduisaient les troupes du 6^e corps à abandonner, le 1^{er} dès dix heures du matin, le village de Vany et les terrains avoisinants.

A midi précis, le maréchal, qui avait observé depuis la ferme de Grimont la marche des événements, ordonna la retraite sur toute la ligne, et se dirigea de sa personne sur le Ban-Saint-Martin, vers la maison de campagne qu'il avait occupée du 19 au 31, et dont le propriétaire était M. Herbin Fisserand, de Metz.

Les bagages de l'armée avaient été consignés pendant ces deux jours dans l'île Chambière, au milieu de la ville de Metz, ce qui indiquait suffisamment qu'aucune pensée positive de percer n'avait occupé ces jours-là le maréchal.

Depuis lors, aucune sortie sérieuse n'est venu indiquer de la part du commandant en chef la volonté de tirer son armée de la terrible fausse position dans laquelle il l'avait placée ; il ne prit pas davantage les mesures nécessaires à un blocus de longue durée ; c'est ce que nous allons examiner maintenant, en indiquant la conduite du maréchal depuis que la nouvelle de la capitulation de Sedan et de la révolution du 4 septembre était parvenue jusqu'à lui.

Continuant simplement à examiner le côté militaire de cette étrange situation, nous constaterons que le maréchal Bazaine n'a fait que deux tentatives de sorties depuis le 1^{er} septembre, savoir le 27 septembre sur le village de Peltre, sortie qui nous a rapporté 40 têtes de bétail et 200 voitures de fourrages au plus, et le 7 octobre, mouvement stratégique qui consistait à donner plus de liberté à nos mouvements dans la direction de Thionville. Un petit château, appartenant à un M. Ladonchamps, et portant le nom de son propriétaire, fut pris d'assaut par nos troupes, et la division de voltigeurs de la garde se porta à deux ou trois cents mètres en avant, enlevant sur son passage le village de Saint-Remy, et s'arrêtant, par ordre, sur le bord du ruisseau des Tapes. Deux régiments de cette division avaient ordre, en effet, d'atteindre ce petit cours d'eau et de s'y maintenir jusqu'à cinq heures et demie, puis de faire retraite d'eux-mêmes à cette heure-là.

A peine dix-sept ou dix-huit mille hommes prirent-ils part à cet engagement, qui ne pourra jamais être expliqué comme une tentative sérieuse de percer les lignes prussiennes.

Du reste, le commandant en chef semblait avoir à tâche de prouver aux soldats l'inutilité de leurs efforts. Le 17 octobre, une note officielle parut dans les journaux de Metz, indiquant la force des troupes prussiennes cernant le camp retranché, insistant sur ce fait que trois lignes concentriques d'ennemis redoutables étaient appuyées par de formidables batteries et par des réserves nombreuses et aguerries, paraissant en un mot vouloir établir aux yeux de chaque officier ou soldat français, l'impossibilité dans laquelle se trouvait le maréchal d'exécuter un mouvement libérateur.

Déjà au commencement du même mois d'octobre, et particulièrement après le 7 octobre, des bruits de capitulation coururent l'armée. Tout ce qu'elle comptait d'ardent et de courageux regimba violemment sous une si honteuse supposition; les journaux, quoique sous une censure sévère, publièrent diverses protestations signées en toutes lettres par des officiers estimés, les citoyens de Metz jetèrent les hauts cris, et le mot de trahison passa de l'un à l'autre comme une traînée de poudre.

Un fait capital semblait en effet indiquer chez le maréchal la pensée de hâter la capitulation qu'il regardait sans doute comme plutôt utile à ses projets politiques personnels. Jamais les intendants attachés à l'armée n'avaient pu obtenir la réduction des rations en vivres et fourrages. Presque jusqu'à la fin des ressources en fourrages et avoines, les chevaux reçurent la ration réglementaire, et quant aux hommes et à leur nourriture, ce ne fut qu'en employant vis-à-vis du maréchal une véritable violence de langage que l'on put obtenir des réductions successives. L'administration de l'intendance a déposé chez un notaire de Metz les minutes de toutes les dépêches adressées par elle au commandant en chef, relativement à la réduction des rations. Elle compte ainsi mettre sa conduite à l'abri des reproches si graves de négligence ou de mauvaise gestion.

Il y avait déjà plusieurs semaines que les ressources de la ville et de la garnison alimentaient les divers corps de l'armée, lorsque le maréchal consentit pour la première fois à diminuer la ration de pain, de 750 à 700 grammes, et encore recommanda-t-il aux agents supérieurs de l'intendance de ne point parler de cette réduction, et de faire pétrir des pains d'une farine inférieure, en cachant aux hommes le fait d'une diminution dans leurs rations. Peu de jours plus tard, nouvelles supplications de l'intendance; cette fois, diminution officiellement annoncée: 500 grammes de pain. Huit jours après, 300 grammes seulement par homme et par jour. Ce dernier pain fut pétri avec une farine toute spéciale, faite de tout ce que contient le blé brut: pellicules, son et farine. Il était amer et coriace, et avait une couleur et une odeur répugnantes. Toutefois, il fut accepté avec bonheur par les hommes jusqu'à ce que le 19 octobre toute distribution de pain fut supprimée. Le biscuit ne fut pas davantage distribué.

A cette même date, les hommes étaient censés avoir dans leur sac quatre rations de biscuits de réserve, et l'ordre général du 19 leur prescrivait de consommer ces rations du 19 au 23. Il va de soi que la plupart des hommes avaient depuis longtemps consommé ce biscuit, dont la majeure partie, restant des campagnes de Chine et même d'Italie, était, dès la distribution, dans un état presque complet de moisissure.

Le sel manquait depuis le 15 septembre; la viande distribuée consistait, depuis le 1^{er} septembre, exclusivement en cheval, et la ration avait toujours augmenté, au fur et à mesure de la disparition du pain. En outre, comme il mourait dans les derniers temps 300 chevaux de plus qu'on n'en abattait, les soldats ne se faisaient pas faute de dépecer les moins maigres, au risque de contracter, en mangeant cette viande malsaine, les plus effroyables maladies.

Pour achever la partie militaire de ce navrant récit, nous dirons que le maréchal Bazaine ne manquait point de munitions de guerre. Des tableaux faits dans les bureaux du commandement général de l'artillerie de l'armée (général Soleille), tableaux que nous avons eus sous les yeux, accusent, au 20 septembre, 9 millions de cartouches pour chassepots, 498 bouches à feu munies de 150,000 coups. Or, depuis le commencement de la campagne, les 2^e, 3^e, 4^e et 6^e corps d'armée de la garde, réunis, n'ont brûlé que 3 millions 500,000 cartouches, et n'ont tiré que 80,000 coups de canon; c'est-à-dire que le maréchal avait en sa possession des éléments plus que suffisants pour tenter une sortie vigoureuse qui eût décidé du sort de son armée, et, en quelques points sans doute, de la destinée de la France.

Un dernier fait établit d'une façon encore plus précise, s'il est possible, la décision prise dès longtemps par le maréchal, de ne faire servir l'armée du Rhin qu'à l'exécution de ses projets personnels ; le 22 octobre, le général de Cissey, 4^e corps d'armée, apprenant que la deuxième mission du général Boyer avait complètement échoué, et que le roi Guillaume était décidé à n'accorder à l'armée de Metz aucunes considérations favorables, a nettement proposé au maréchal Bazaine un plan qui consistait à réunir instantanément les ressources de la ville et de l'armée, d'organiser dans les habitations de Metz et de la banlieue des perquisitions de vivres, *ce qui n'avait point été fait jusqu'alors*, et après trois ou quatre jours de préparatifs, d'atteler aux canons le plus de chevaux vigoureux que les propriétaires de Metz et des environs pourraient fournir, et de marcher en avant, coûte que coûte, plaçant dans le sac de chaque soldat 180 cartouches et quatre jours de vivres, en cheval fumé, en café et en pain. Ce plan si patriotique et si certainement praticable, fut formellement écarté par le maréchal, qui allégua, pour couvrir sa responsabilité, l'opinion du conseil des maréchaux, unanimement contraire à un tel projet.

§ II. Question politique.

La conduite du maréchal Bazaine, si difficile à expliquer si l'on tente de l'interpréter en suivant les règles de la logique honnête, est, au contraire, de la plus entière limpidité si on l'examine au point de vue de l'intérêt personnel. Bazaine, caractère essentiellement ambitieux, et encore plus faux, si cela est possible, cherchait depuis le 18 août à faire jouer à son armée un rôle politique en France. Persuadé qu'il tenait cette armée tout entière dans sa main, et que le brillant courage dont il faisait parade à chaque combat la lui attacherait tous les jours davantage, il combina ses plans de telle sorte qu'il pût avoir toujours à sa disposition un corps de troupes fortement constitué, dont la pression fût irrésistible et pût décider de l'avenir de la France.

Le désastre de Sedan ne fit que le fortifier dans cette pensée. Aussi se garda-t-il bien de reconnaître par un acte quelconque le gouvernement de la défense nationale, et n'annonça-t-il à ses troupes la captivité de l'empereur et la formation d'un nouveau pouvoir que comme un bruit peu digne de foi qui parcourait la presse allemande. Son ordre général du 15 septembre commençait, en effet, ainsi :

« Les journaux allemands parvenus au grand quartier général nous disent que... »

Après avoir nommé les membres de ce gouvernement dont, à son dire, la ruine publique en Allemagne s'occupait, il encourageait ses soldats, en quelques mots maladroitement et incorrectement tournés, à l'union la plus parfaite, et à une résignation de plus en plus complète au sort qu'il leur destinait.

Le temps marchait, et ce n'est guère que vers le commencement d'octobre que la voix publique se prononça énergiquement contre Bazaine, et se mit à citer tout haut des faits indiquant chez lui une pensée de restauration bonapartiste.

Dès cette époque, dans l'armée même, un comité de défense à outrance s'était formé. Ce comité, admirablement bien renseigné, et gagnant chaque jour du terrain parmi les officiers subalternes et supérieurs, avait le 12 octobre la certitude qu'une capitulation allait être signée par Bazaine et entraînerait la reddition de l'armée et de la ville. Le maréchal Canrobert, pessimiste par excellence, s'en était ouvert aux officiers de son état-major, les engageant à faire tous leurs préparatifs pour aller faire un séjour de quelques semaines en Allemagne, à la suite duquel séjour, ajoutait le commandant du 6^e corps, « nous rentrerons en France, replacerons le petit prince sur le trône et rétablirons de gré ou de force la dynastie des Bonaparte à la tête des affaires du pays. »

Le comité de défense chercha alors dans Metz quelques citoyens dévoués, qui acceptassent le rôle de délégués de fait du gouvernement de la défense nationale. Ces citoyens préparèrent des mandats d'arrêt contre Bazaine, Lebœuf et Frossard, nommèrent le général Ladmirault, l'idole de l'armée entière, commandant en chef des troupes soulevées, et donnèrent ordre à plusieurs officiers d'état-major et du génie de combiner un plan stratégique qui pût réunir en quelques heures autour de Metz les régiments rebelles à toute pensée de capitulation. Les officiers, interrogés, répondirent d'un chiffre de 20,000 hommes résolus, et la question de l'action immédiate ou de l'action postérieure à l'acte de capitulation, s'agita entre les membres du comité.

Craignant d'effrayer beaucoup d'officiers dévoués aux idées de discipline aveugle, et qui ne désiraient se mettre en avant que lorsque la reddition les aurait déliés de toute obligation vis-à-vis de leurs supérieurs, le comité décida à la majorité que le mot d'ordre ne serait envoyé aux troupes conjurées qu'au moment où la capitulation serait un fait accompli. A cette heure-là même, chacun des régiments décidés à marcher devait se diriger sur un point désigné à l'avance et se mettre à la disposition des chefs nouveaux que le gouvernement provisoire placerait à leur tête, au lieu et place des récalcitrants.

Après avoir excité un grand enthousiasme dans l'armée, ce noble projet vit peu à peu l'immense majorité de ses adhérents l'abandonner, et il n'en eut bientôt plus qu'un si petit nombre que, dès le 17, les amis du parti de la défense à outrance se séparèrent, la mort dans l'âme, reconnaissant l'inanité de leurs efforts, et déplorant la démoralisation sans nom dont semblait être possédée l'armée entière, des généraux aux soldats.

L'oisiveté absolue dans laquelle Bazaine laissa la majeure partie de ses troupes depuis les engagements des 31 août et 1^{er} septembre, avait amené peu à peu dans les camps un dévergondage inouï. Les filles de joie se promenaient impunément parmi les bivacs, au bras d'officiers à demi pris de vin. A peine si quelque rare punition disciplinaire venait frapper les officiers coupables de si honteux excès.

Ceci est un des faits entre mille, servant à établir jusqu'où s'était peu à peu abaissé l'esprit général de cette glorieuse armée.

Vers le 11 octobre, c'est-à-dire à l'époque même où cette conjuration semblait réunir le plus de chances de succès, un jeune officier de l'armée publia, sous un nom supposé, une brochure violente, traitant longuement de la conduite impériale et indiquant aux habitants de Metz et à l'armée le danger que couraient leur liberté et leur honneur. La brochure fut supprimée, les formes brisées et l'auteur activement recherché. Vers le 16, deux officiers du génie, membres du comité dont il a été parlé ci-dessus, MM. les capitaines Boyenval et Russel, furent conduits chez le maréchal, et, après un sévère interrogatoire, le premier d'entre eux, qui s'était exprimé sur la situation avec une franchise pleine de dignité, fut conduit par les mains de la gendarmerie dans l'intérieur du fort Saint-Quentin, afin d'y être gardé à vue.

La conduite réactionnaire du maréchal s'affichait depuis le 10 octobre, sans aucune retenue ; c'étaient des phrases entières supprimées aux journaux de la ville, phrases qui appelaient précisément les citoyens et les soldats à la lutte à outrance, et criaient haine contre la capitulation ; c'étaient des agents sans nombre, envoyés par les camps et parlant aux soldats de reddition et de repos ; c'étaient des notes officielles, énumérant les capitulations honorables de tous les temps, et en particulier celles de Toul et Versailles. Enfin, c'étaient surtout ces allées et venues des généraux, comme Boyer et autres partant pour des destinations plus ou moins inconnues, dont ils revenaient ou ne revenaient pas.

Lundi, 17, le général Boyer était de retour au Ban-Saint-Martin ; le lendemain matin, au conseil des maréchaux, il annonça officiellement que, non-seulement

Orléans, mais encore Tours, Châtellerauld, Bourges, Saint-Etienne, Rouen, le Havre et Lille, étaient entre les mains des Prussiens; qu'aucun vestige du gouvernement n'existait plus en France; que, dans toutes les villes importantes, les émeutes les plus effroyables existaient en permanence; qu'entre autres, Lille et Rouen, saccagées par les socialistes, avaient appelé une garnison prussienne, et qu'enfin, il importait au salut de la France que l'empereur, ou l'impératrice régente, conclussent la paix avec le roi Guillaume consentant, et qu'à la suite de cette paix, l'armée du Rhin se dirigeât vers l'intérieur du pays, pour rétablir l'ordre gravement compromis, et réinstaller partout le régime impérial et ses serviteurs.

A la suite de ces explications, qu'il ne fut nullement recommandé aux chefs de corps de garder secrètes, le conseil de guerre déclara qu'il y avait lieu de faire part aux troupes de cet état de choses, et de leur faire pressentir, comme prochain, un arrangement entre les deux armées.

Dès le 20 octobre, en effet, un ordre du jour fut lu aux officiers, leur annonçant qu'un traité de paix allait être conclu entre la France et la Prusse; que l'impératrice régente allait être rétablie et viendrait rejoindre l'armée avec son fils; qu'enfin l'armée elle-même serait dirigée vers les villes rebelles, les soumettrait et protégerait, à Toulouse, la réunion des anciennes chambres, et que ces chambres ratifieraient le traité de paix conclu avec les Prussiens, traité dont les conditions ne furent, on le comprend, nullement communiquées aux soldats.

Malheureusement pour le plan de Bazaine, l'adhésion du gouvernement du roi Guillaume n'était point aussi certaine qu'on l'avait cru d'abord. Bazaine voulant rendre l'armée et non la place, sur laquelle il n'avait qu'un pouvoir restreint, puisque le général Coffinières en était le commandant supérieur, le prince Frédéric-Charles déclara, en fin de compte, se refuser à tout arrangement sur de telles bases et ne vouloir qu'une double capitulation, comprenant à la fin l'armée du Rhin, 410,000 hommes prêts à marcher au combat, et la ville et forteresse de Metz.

C'est le 21 février qu'arriva la nouvelle de la rupture des pourparlers. Le lendemain matin, le maréchal Bazaine tentait *pour la première fois* de correspondre avec le gouvernement de la défense nationale, dont il n'avait jusqu'alors jamais reconnu l'existence. La dépêche chiffrée qu'il a expédiée, et qui est parvenue au ministère de la guerre par les mains de deux officiers de l'état-major général, était conçue dans un chiffre inconnu aux divers départements de l'instruction publique. Par un hasard étrange, sinon par une combinaison machiavélique du maréchal, le chiffre qui avait été employé fut reconnu pour être le chiffre dit impérial, dont la clé ne se trouve qu'entre les mains de l'empereur ou celles de ses anciens ministres. Cette seule communication de Bazaine doit être considérée comme non avenue, et il reste acquis à la cause que le maréchal a, dès le 14 septembre, connu et répudié le gouvernement de la défense nationale, et que tous les actes de sa conduite politique et militaire, depuis cette époque jusqu'à maintenant, sont ceux d'un indigne serviteur, sinon d'un traître à la patrie.

Le 15 octobre, le général Coffinières, poussé par la municipalité et la garde nationale de Metz, reconnut par une lettre affichée partout l'existence du gouvernement de la défense nationale, et annonça en même temps aux habitants de la forteresse l'épuisement subit des denrées alimentaires.

Par un écrit également rendu public, le conseil municipal, à l'unanimité, déclara repousser toute complicité dans l'acte d'incroyable légèreté, pour ne pas dire de honteuse trahison, par lequel le commandant supérieur de leur ville avait dissipé les ressources de la ville de Metz pour en nourrir l'armée campée hors des murs.

Pour résumer la conduite du maréchal Bazaine dans les deux mois et demi qui

se sont écoulés entre la bataille du 18 août (Saint-Privat), et maintenant nous dirons, en nous appuyant sur les faits cités plus haut :

1° Que le maréchal n'a jamais tenté depuis le 18 août une sortie sérieuse, et que ses essais d'attaque des lignes prussiennes n'ont été faits que pour lui servir plus tard d'excuses aux yeux de son pays et de l'histoire.

2° Que le maréchal ne voulait point tenter un effort suprême qui aurait, même en cas de succès, grandement désorganisé sa splendide armée et ne lui aurait plus permis à lui, commandant en chef de l'armée du Rhin, d'être l'arbitre des destinées politiques de la France.

3° Ces mêmes considérations expliquent pourquoi le maréchal n'a jamais consenti à reconnaître le gouvernement de la défense nationale et a cherché jusqu'aux derniers moments à rassembler les restes de la puissance bonapartiste dans le but de refaire un troisième empire.

4° Une fois convaincu qu'il ne pourrait amener la France, et les Prussiens tout à la fois, à des idées de restauration des Bonaparte, qu'en ajoutant le désastre de la capitulation de l'armée de Metz et de la ville elle-même à tous les malheurs qui pèsent déjà sur notre pauvre pays, le maréchal a pris à tâche de hâter le moment de la reddition.

Pour ce faire, il s'est refusé à diminuer à temps les rations de fourrages, laissant ainsi subitement les 25,000 chevaux composant sa cavalerie et traînant son artillerie, sans aucune denrée alimentaire, au lieu de faire durer le plus longtemps possible les ressources qu'il avait entre les mains au 1^{er} septembre, date de sa dernière grande sortie.

De même, il n'a consenti à amoindrir les rations de vivres qu'après de longs délais, et alors que cette mesure n'avait plus qu'une utilité minime, puisqu'elle ne pouvait être exercée que sur une quantité peu considérable d'approvisionnements.

5° Bref, en tous points, le maréchal Bazaine n'a agi que dans un seul but, être et rester maître de la situation politique en France, et, croyant pouvoir se servir des Prussiens pour l'aider dans l'exécution de ses projets ambitieux, il leur a livré sciemment la ville et forteresse de Metz, ainsi que l'armée française de 110,000 hommes, campée dans l'enceinte retranchée.

E. DE VALCOURT, (1)

Officier attaché au grand quartier-général de l'armée du Rhin.

BIBLIOGRAPHIE.

DIE KRIEGS-VERWALTUNG IM SUMPFE DER ROUTINE UND BUREAUCRATIE (l'administration de la guerre embourbée dans la routine et la bureaucratie).

Tel est le titre significatif d'une brochure de 53 pages que vient de faire paraître à Berne le lieutenant Hegg, du commissariat fédéral des guerres. L'auteur, après avoir signalé les difficultés inhérentes au service d'administration et les vices de notre règlement organique, sollicite des réformes et fait connaître ses vues à cet égard. Il demande qu'une commission soit nommée pour examiner la question sous toutes ses faces et refondre notre règlement d'administration qui date de 1845

(1) Par arrêté du ministre de l'intérieur et de la guerre, en date du 30 octobre, M. E. de Valcourt, officier de la garde mobile, attaché au grand quartier général de l'armée du Rhin, a été attaché au secrétariat particulier du ministère de la guerre, et nommé chevalier de la Légion-d'Honneur pour avoir rempli la périlleuse mission de traverser les lignes prussiennes et d'apporter des dépêches à la délégation du gouvernement, à Tours.